

par PIERRE RIGOULOT

## Quel héritage de la révolution française aujourd'hui ?

IL PEUT SEMBLER SURPRENANT que l'Institut d'histoire sociale, au long passé de critique du communisme, plutôt que de mener des réflexions sur le totalitarisme, s'interroge sur l'héritage que nous a laissé la Révolution française, une révolution vieille de plus de deux siècles, surgie dans un contexte culturel, social, économique et politique extrêmement différent du nôtre. Après tout, comme l'a rappelé François Furet, « la Révolution française est terminée ».

Nous sommes pourtant incités à reconnaître la puissance de cet héritage dans le domaine qui est le nôtre, du fait qu'un certain nombre d'historiens et d'analystes politiques affirment que le totalitarisme a été préparé, modelé, expérimenté dans certaines institutions comme le Comité de salut public, dans certaines entreprises aux terribles effets, comme la Terreur, et dans une certaine vision du monde privilégiant l'éradication du passé et la régénération du corps social.

Sans doute, n'est-ce pas sans risques de réductions et de simplifications que l'on passe des révolutionnaires français de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle aux bolcheviques du XX<sup>e</sup>, même si ceux qui se réclament des seconds se réfèrent aux premiers. Selon les aléas de leurs luttes politiques, ils prétendent prolonger et parachèvement l'œuvre des révolutionnaires de 1789 – par exemple durant le Front populaire ou la Résistance – ou bien, lors des périodes de raidissement idéologique telles 1925-1930 ou 1947-1953, en appeler à 1793 et à une lutte « frontale » contre les ennemis de la Révolution, le peuple (ou le prolétariat) s'opposant à la bourgeoisie.

Leur prétention pose ainsi le redoutable problème du rapport entre les deux pôles, les deux modèles révolutionnaires, celui de 1789 et celui de 1793, problème que Clemenceau crut régler en affirmant que la Révolution était un bloc. Mais on ne peut harmoniser et articuler sans difficulté leurs philosophies et leurs pratiques politiques différentes, voire opposées, sauf à vouloir faire de l'histoire de France dans sa totalité un sujet d'orgueil collectif et vouloir attribuer au déchaînement de violences qui marqua la période robespierriste le caractère d'une simple réponse, hélas nécessaire, à l'hostilité de la réaction et des traîtres à l'aube nouvelle qui se levait. Ce que fit Clemenceau.

Où l'on voit que la nature de la Révolution définit notre héritage et même notre identité civique.

Le cadre conceptuel idéologique et institutionnel nouveau proposé par la Révolution française n'est pas sans importance non plus aujourd'hui pour quiconque veut, comme nous le voulons, défendre la démocratie contre toutes les formes de totalitarisme. La démocratie ne fait-elle que s'accommoder de la forme républicaine de gouvernement, comme elle s'accommode ailleurs de la monarchie constitutionnelle, ou bien lui est-elle intimement liée? La démocratie se situe-t-elle à l'opposé du totalitarisme ou faut-il pour cela que lui soit adjoind le respect des droits de l'homme, proclamés une première fois en France en 1789? Quelle place faut-il donner aujourd'hui à l'appartenance nationale dans le combat anti-totalitaire? Et qui est le Souverain? Par quel système de représentation se manifeste-t-il?

Difficile d'échapper là aussi, avec cet ensemble de questions, à la Révolution française et de ne pas s'interroger sur ce qu'elle nous a laissé en héritage.

D'autres références centrales de la Révolution française, comme la Raison et la Nation, ne manquent pas non plus de nous interpeller aujourd'hui alors que, précisément, le *XXI<sup>e</sup>* siècle qui commence remet en cause de diverses manières les vieilles nations existantes, du fait de nouveaux morcellements indépendantistes ou au contraire de formations supranationales actives. L'Europe par exemple, ou le Califat.

À ce sujet, la question de la place grandissante de l'Islam dans nos sociétés nous impose de plus en plus clairement de ne pas nous contenter de lui opposer, en une vaine incantation, les « valeurs de la République ». La recherche de la place à accorder à la religion en général et à l'Islam en particulier est complexe et passe par une réflexion sur la Révolution française. Or, celle-ci, contrairement à ce qu'une certaine tradition veut faire croire, n'a pas réduit la religion au rang de superstition déconsidérée. La Révolution a tenté au contraire de contrôler voire de réutiliser la religion, tant il est vrai qu'il n'est de corps social viable sans liens idéologiques forts entre ses membres et sans engagement dans un projet qui porte des valeurs.

Si aujourd'hui la démocratie peut se sentir menacée, c'est plus par de nouveaux modèles culturels que par une alternative proprement politique. La Révolution française, précisément avec ses luttes internes, ses débats, ses idéaux, ses violences finalement maîtrisées (mais à quel prix!), est l'une des composantes majeures de notre identité. Face aux interrogations et aux mises en cause que celle-ci doit accepter, mais auxquelles elle doit répondre, il nous semble là encore indispensable de mieux comprendre la Révolution pour mieux nous comprendre nous-mêmes et de mieux nous comprendre pour mieux défendre ce que nous sommes.

Les huit remarquables communications que propose cette livraison d'*Histoire & Liberté* convaincront aisément le lecteur du poids de l'héritage de la Révolution française aujourd'hui et de l'utilité d'en connaître la nature.

Même l'article d'Antonio Elorza sur le phénomène *Podemos* en Espagne le démontre. Pablo Iglesias, son dirigeant, grand admirateur de Robespierre, en visite à Paris le 5 septembre 2015, choisit significativement de tenir son meeting au siège du Club des Cordeliers.